



**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**A R R E T E**

**CONCERNANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT**

**RUE DES COURLIS**

**DU 21 JANVIER AU 1<sup>er</sup> FEVRIER 2011**

**POLICE MUNICIPALE**

*EH/BD*

*APM 11/0076*

*Le Député-Maire de la Ville de ROYAN,*

*Vu les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu les articles 131-13 et R.610-5 du Code Pénal,*

*Vu les articles R.411-8, R.411-25, R.417-10 et suivants du Code de la Route,*

*Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8<sup>ème</sup> partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 06 novembre 1992,*

*Vu la demande présentée par l'entreprise COLAS Sud-Ouest (représentée par Monsieur C.PASQUET), sise 21 rue Louis Neel - 17110 ST GEORGES DE DIDONNE, en date du 18 janvier 2011,*

*Considérant la nécessité d'assurer la sécurité des usagers de la route pendant toute la durée des travaux,*

**A R R E T E**

*ARTICLE 1 : L'entreprise COLAS Sud-Ouest est autorisée à effectuer des travaux (réfection de trottoirs), rue des Courlis, du vendredi 21 janvier 2011 au mardi 1<sup>er</sup> février 2011.*

*ARTICLE 2 : La circulation se fera au moyen d'un alternat par panneaux B15/C18 sur la voie précitée pendant toute la durée des travaux.*

*ARTICLE 3 : Le stationnement sera interdit aux droits du chantier sur la voie précitée pendant toute la durée des travaux.*

*ARTICLE 4 : La pré-signalisation, la signalisation et la circulation conformes à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière seront assurées par l'entreprise et sous sa responsabilité pendant toute la durée des travaux, de jour comme de nuit.*

*ARTICLE 5 : Tout véhicule en infraction aux présentes dispositions sera poursuivi conformément aux textes et règlements en vigueur*

*ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Principal de Police, Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigade de Gendarmerie et Tous Agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.*

Certifié exécutoire  
En vertu de l'article L.2131-3  
du Code Général des Collectivités  
Territoriales  
le 21 janvier 2011

*Fait à ROYAN, le 19 janvier 2011*

*Pour le Député-Maire,  
Le Premier Adjoint,  
Bernard GIRAUD*